



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BERLIN ECO

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 13 – 29 juin 2022

Sommaire

Actualité économique :

- Environnement macro-économique : conjoncture / inflation / climat des affaires
- Finances publiques : obligations à 10 ans
- Politiques sociales : chômage partiel / salaires / population / retraite / santé

Actualité financière :

- Régulation financière : rapport sur la stabilité financière / registre de fonds de crypto-actifs
- Banques et assurances : FMS / comptes bancaires / nombre d'établissements de crédit / assurance juridique / « run-off »

LE CHIFFRE À RETENIR

7,6 %

Taux d'inflation en Allemagne en juin, d'après une première estimation de l'Office fédéral des statistiques (Destatis).

ACTUALITE ECONOMIQUE

Environnement macroéconomique

Les principaux instituts de recherche économique ont abaissé leurs **prévisions de croissance** et rehaussé leurs prévisions d'inflation pour 2022. L'[Ifo](#) de Munich table désormais sur un taux de croissance à 2,5 %, après avoir annoncé 3,1 % en mars. Le [RWI](#) d'Essen a également abaissé ses prévisions de 2,5 à 1,9 %. Outre la hausse des prix de l'énergie due à la guerre en Ukraine, les goulets d'étranglement persistants dans la livraison de produits intermédiaires clés pèsent sur la conjoncture. Pour 2023, les pronostics varient de 3,7 % pour l'Ifo à 2,7% pour le RWI, l'[Ifw](#) de Kiel tablant lui sur 3,3 %. La [Bundesbank](#) table pour sa part sur un taux de croissance à 1,9 % en 2022 et 2,4 % en 2023, tout en soulignant la très forte

incertitude entourant l'environnement macroéconomique de court et moyen terme.

S'agissant de l'**inflation**, l'[Ifw](#) prévoit actuellement un taux de + 7,4 % en moyenne annuelle sur 2022, le RWI et l'Ifo tablant tous les deux sur un taux légèrement inférieur à + 7 %. La prévision d'inflation pour le mois de juin s'élève quant à elle à + 7,6 % en glissement annuel d'après [Destatis](#) (IPC, + 8,2 % selon l'IPCH).

Selon un sondage de l'[Iw](#), seules deux entreprises allemandes sur cinq répercutent pour le moment la hausse de leurs **coûts de production** sur leurs clients, un tiers des entreprises interrogées ne voyant du reste que peu ou pas de possibilité de le faire d'ici la fin de l'année. Les prix finaux se révèlent particulièrement inélastiques dans le secteur de la construction, pourtant l'un des plus touchés par la hausse des coûts de production. A l'inverse, le secteur des services est relativement

épargné par la hausse du prix de l'énergie et des matières premières, et parvient davantage à répercuter les hausses de coûts sur les prix à la consommation.

L'[indice Ifo](#) du **climat des affaires** est tombé à 92,3 points en juin, contre 93,0 points en mai. La baisse est particulièrement sensible dans l'industrie manufacturière et le commerce, mais le climat des affaires s'améliore dans le secteur des services et de la construction.

Finances publiques

L'[Agence financière](#), chargée de l'émission des titres de dette publique, a annoncé qu'elle procéderait le 6 juillet prochain à une adjudication d'**obligations à 10 ans** pour un volume de 5 Md€ avec un coupon de 1,7 %. Depuis l'été 2019, les coupons des obligations à 10 ans étaient de 0 %.

Politiques sociales

Le [ministère](#) fédéral du travail a prolongé jusqu'au 30 septembre 2022 l'accès facilité au dispositif de **chômage partiel** pour les entreprises confrontées à des perturbations des chaînes de sous-traitance suite à la guerre en Ukraine : l'entreprise est éligible au chômage partiel dès que 10% des salariés sont concernés par une baisse du volume de travail (contre un tiers au moins des salariés dans le dispositif hors crise), et il n'est pas exigé de constituer un stock négatif d'heures sur le compte épargne temps. Les autres mesures exceptionnelles du dispositif de crise prévalant en période pandémique prennent fin le 30 juin 2022.

Selon les prévisions de la [Bundesbank](#), la rémunération salariale (nominale et par salarié) progresserait de 4 % en 2022 et serait inférieure à l'inflation (7 %). Afin de préserver les **salaires** réels, la Bundesbank propose d'anticiper à l'automne l'ajustement des barèmes d'imposition sur l'inflation prévue par le gouvernement pour l'année suivante, puis de corriger ex post en prenant en compte l'inflation réelle. Malgré le contexte conjoncturel difficile, le recul du taux de chômage (en définition nationale) à 5,0 % en 2022 n'est pas remis en question (après 5,7 % en 2021).

L'Allemagne a enregistré une faible hausse de sa **population** en 2021 (+ 82 000, soit + 0,1% selon [Destatis](#)) soutenue par le flux d'immigration : le solde migratoire aurait sensiblement progressé en 2021 (à 317 000, après 220 000 en 2020), se

rapprochant du niveau observé avant la pandémie (327 000), tandis que le solde naturel se dégradait (-228 000 après -212 000 en 2020, le nombre de décès excédant celui des naissances). L'Allemagne comptait ainsi 83,2 M d'habitants au 31 décembre 2021 (soit plus qu'en 2019 avant la crise), dont 2,3 millions de personnes réfugiées (accueillies après 1950 ; source : [Destatis](#)).

La [Bundesbank](#) propose de relever l'âge de départ à la **retraite** à 69 ans (progressivement jusqu'en 2070) afin de freiner la progression des aides fédérales et du taux de cotisation à l'assurance retraite, l'autre option proposée étant de revaloriser le montant des retraites sur l'inflation seulement et non plus sur la progression des salaires.

Selon [Destatis](#), les dépenses courantes de **santé** ont augmenté de 31,5 % en 2020 (à 431,8 Md€), la part des aides publiques dans le financement progressant à 15,7 % en 2020 (12,7 % en 2019).

ACTUALITE FINANCIERE

Régulation financière

Le **comité pour la stabilité financière** ([AFS](#)) explique, dans son 9^e rapport, que les conséquences directes de la guerre en Ukraine sont globalement supportables pour le système financier allemand. Les risques pour la stabilité financière seraient toutefois particulièrement importants si on assistait à une évolution défavorable de l'économie réelle conjuguée à une hausse brutale des taux d'intérêt. Il constate en outre que les vulnérabilités préexistantes ont continué à s'accumuler : risques de taux d'intérêt, sous-estimation des risques de crédit et surévaluation des actifs, en particulier de l'immobilier résidentiel.

Comme le demandait la fédération des investissements alternatifs ([BAI](#)), le décret sur les parts de fonds de crypto-actifs ([KryptoFAV](#)), entré en vigueur le 25 juin, donne à d'autres acteurs que les seuls prestataires de services de conservation la possibilité de tenir un **registre de fonds de crypto-actifs**. Ces acteurs devront y être autorisés par la BaFin.

Banques et assurances

Le **FMS** (Fonds de stabilisation des marchés financiers), qui a exécuté entre 2008 et 2015 le

budget spécial consacré par l'Etat fédéral au sauvetage des banques et a été intégré en 2018 à l'agence financière, enregistre en 2021 un bénéfice de 529,8 M€ (contre -323,6 M€ en 2020), provenant principalement de la réévaluation de certaines de ses participations (Commerzbank, HRE) et de la dissolution partielle de provisions. Les pertes cumulées depuis la création du fonds s'élèvent à 22,8 Md€ au 31 décembre 2021 (contre 23,3 Md€ fin 2020).

Selon un sondage ipsos, 49 % des Allemands de plus de 14 ans ne possèdent de comptes bancaires que dans une seule banque, tandis qu'environ 20 % ont des comptes dans deux banques et un autre cinquième dans au moins trois banques. 47 % d'entre eux ont un compte dans une caisse d'épargne et 26 % dans une banque mutualiste.

Selon la Bundesbank, l'Allemagne comptait fin 2021 1 519 établissements de crédit, soit 160 de moins que fin 2020 (14 arrivées et 174 départs). 59 départs sont dus à un passage du statut d'établissement de crédit à celui d'entreprise d'investissement conformément à la loi sur les entreprises d'investissement (WpIG), 54 à des fusions en particulier de banques mutualistes et

43 au Brexit. L'utilisation accrue des services bancaires en ligne conjuguée aux mesures de réduction des coûts se traduit par une poursuite de la diminution du nombre d'agences implantées en Allemagne (-2 388 en 2021 après -2 567 en 2020), notamment chez les deux grandes banques privées (Deutsche Bank: -867 ; Commerzbank: -243).

Le scandale du diesel dans le secteur automobile représente, selon la fédération allemande des assureurs (GDV), le dommage le plus coûteux dans l'histoire de **l'assurance juridique** : les frais d'avocats, de tribunaux et d'expertises s'élèvent à 1,4 Md€ pour environ 407 000 assurés (entre 2015 et mai 2022), sachant que de nouvelles plaintes sont encore déposées. La valeur du litige est en moyenne de 26 000 €.

L'assureur Zurich vend 720 000 contrats d'assurance-vie traditionnels (avec taux garanti) au spécialiste allemand de liquidation de portefeuille (**run-off**) Viridium. Les contrats représentent un engagement de prestations d'environ 19 Md€. Viridium détient au total environ 4,5 millions de contrats d'assurance-vie.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin
Directeur de la publication : Claire Thirriot-Kwant
Revu par : François Gautier
Rédacteurs : Anita Gandon, Lucie Petit, Laurence Rambert et François Brunet

Pour s'abonner :
Crédits photo :

berlin@dgtresor.gouv.fr
©JFL Photography